

DECISIONS RECENTES DU COMITE DES MARCHES PUBLICS (1994)

Le Président du Comité des marchés publics a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 avril, qu'il a adressée au Président du Conseil général, en lui demandant de la distribuer aux Membres.

"Je vous adresse la présente lettre en ma qualité de Président du Comité des marchés publics.

A sa réunion du 27 février 1996, le Comité des marchés publics (1994) a pris certaines décisions qui ont trait à la possibilité pour les Membres de l'OMC qui ne sont pas Parties au nouvel Accord sur les marchés publics de participer au Comité en qualité d'observateurs, de recevoir les documents du Comité et d'accéder au nouvel Accord. Vous voudrez peut-être signaler ces décisions à l'attention de tous les Membres de l'OMC. Le texte des décisions est joint à la présente lettre.

Il convient de rappeler que le Comité institué en vertu du nouvel Accord sur les marchés publics (1994) est un organe séparé et distinct du Comité institué en vertu de l'Accord du Tokyo Round et que, pour cette raison, le fait d'avoir le statut d'observateur au Comité institué en vertu de l'Accord du Tokyo Round ne donne pas automatiquement lieu à l'octroi du statut d'observateur au Comité institué en vertu du nouvel Accord. En conséquence, les Membres de l'OMC qui ne sont pas Parties au nouvel Accord sur les marchés publics et qui désirent participer en qualité d'observateurs au nouveau Comité devraient le faire savoir par l'intermédiaire du Secrétariat (Division de la propriété intellectuelle et des investissements, tél. 739 5115)."

A. PARTICIPATION D'OBSERVATEURS AU COMITE
DES MARCHES PUBLICS (1994)

Décision du 27 février 1996

1. Les Membres de l'Organisation mondiale du commerce qui ne sont pas Parties à l'Accord peuvent suivre en qualité d'observateurs les travaux du Comité des marchés publics.
2. Les gouvernements qui ne sont pas Membres de l'Organisation mondiale du commerce mais qui ont engagé une procédure en vue d'accepter l'Accord sur l'OMC ou d'y accéder, ou qui ont exprimé l'intention de le faire, et qui souhaitent aussi entamer des négociations en vue de l'accession à l'Accord sur les marchés publics (1994) et veulent suivre, en qualité d'observateurs, les travaux du Comité des marchés publics, devraient communiquer au Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce une demande dans laquelle ils indiqueraient qu'ils désirent avoir le statut d'observateur au Comité des marchés publics. Le Comité se prononcera au sujet de chaque demande.
3. Le Comité décidera des conditions à remplir pour avoir le statut d'observateur, y compris en ce qui concerne la communication de renseignements par les observateurs. Les observateurs pourront participer aux débats mais les décisions seront du ressort exclusif des Parties.
4. Le Comité des marchés publics pourra délibérer de questions confidentielles en séances spéciales à participation restreinte.
5. Le Comité pourra inviter, selon qu'il conviendra, les organisations internationales à participer aux sessions du Comité des marchés publics en qualité d'observateurs. Par ailleurs, le Comité des marchés publics étudiera cas par cas les demandes présentées par des organisations internationales en vue de participer, en qualité d'observateurs, à ses sessions. Lors de ces examens, les critères et conditions régissant l'octroi aux organisations intergouvernementales du statut d'observateur auprès de l'OMC seront pris en considération.
6. La présente Décision est sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article XVII de l'Accord.

B. ACCESSION A L'ACCORD SUR LES MARCHES PUBLICS (1994)

Décision du 27 février 1996

1. Conformément au paragraphe 2 de l'article XXIV de l'Accord sur les marchés publics (1994), tout gouvernement qui est Membre de l'OMC pourra accéder à cet accord à des conditions devant être arrêtées entre lui et les Parties.
2. A cet effet, un gouvernement qui souhaite accéder à l'Accord le fera savoir au Directeur général de l'OMC et, par son intermédiaire, au Comité des marchés publics et communiquera les renseignements pertinents, y compris une offre sous la forme d'Appendices appropriés contenant des listes des entités et des services qui seraient couverts par l'Accord, ainsi que des listes des publications pertinentes, eu égard aux dispositions de l'Accord, en particulier à celles de l'article premier et, dans les cas appropriés, à celles de l'article V.

3. Le gouvernement qui souhaite accéder à l'Accord tiendra avec les Parties à l'Accord des consultations sur les conditions de son accession à l'Accord.

4. En vue de faciliter l'accession, le Comité des marchés publics établira un groupe de travail si le gouvernement requérant, ou une Partie à l'Accord, en fait la demande. Le groupe de travail devrait examiner: i) la portée de l'offre faite par le gouvernement requérant; et ii) les renseignements pertinents ayant trait aux possibilités d'exportation sur les marchés des Parties, compte tenu des capacités d'exportation existantes et potentielles du gouvernement requérant et des possibilités d'exportation pour les Parties sur le marché du gouvernement requérant.

5. Lorsque le Comité des marchés publics aura décidé d'approuver les conditions d'accession, y compris les listes d'entités et de services ainsi que les listes des publications pertinentes du gouvernement requérant, celui-ci déposera auprès du Directeur général de l'OMC un instrument d'accession énonçant les conditions ainsi approuvées. Les listes d'entités, de services et de publications présentées par le gouvernement requérant, dans la (les) langue(s) de l'OMC faisant foi, seront annexées à l'Accord.

C. PROCEDURE INTERIMAIRE POUR LA DISTRIBUTION DES DOCUMENTS
DU COMITE DES MARCHES PUBLICS (1994), EN ATTENDANT
LA PROCEDURE DEFINITIVE

Décision du 27 février 1996

Les documents officiels seront distribués aux membres du Comité et aux observateurs et seront mis à la disposition des Membres de l'OMC qui en feront la demande. Dans certains cas, la distribution de documents sensibles sera déterminée sur une base *ad hoc*.